

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse relatif à la session plénière**
- Bruxelles, 11 et 13 juin 2003 ¹

Parvenir à un consensus

1. La Convention est parvenue, le 13 juin, à réunir un large consensus sur les textes que le Président de la Convention devait présenter, au nom de celle-ci, au Conseil européen de Thessalonique, à savoir le Préambule, la Partie I qui contient les dispositions constitutionnelles, la Partie II (Charte des droits fondamentaux) et les protocoles sur le rôle des parlements nationaux et sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (CONV 797/1/03). Le Président a rappelé le mandat donné par le Conseil européen de Laeken et a rendu hommage aux membres de la Convention pour être parvenus à "un résultat inespéré".
2. Après deux journées de débats en plénière et des négociations intenses au sein des différentes composantes de la Convention et des groupes politiques, ainsi qu'entre ces composantes et ces groupes, le président de la Convention a présenté, le 13 juin, le texte révisé par le Praesidium à la lumière des résultats des travaux précités: il comporte des modifications au Préambule, au chapitre sur les institutions de la Partie I et à la Partie II concernant la Charte; il contient aussi une nouvelle disposition prévoyant une "initiative citoyenne" (CONV 811/03). Le président a souligné que ce texte résultait d'un effort collectif, qui a permis de trouver peu à peu un équilibre entre les différentes aspirations et sensibilités des membres de la Convention.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve sur le site web à l'adresse suivante:
<http://european-convention.eu.int>.

3. Les membres de la Convention ont, dans leurs interventions, fait l'éloge du résultat final et estimé qu'il constituait un ensemble juste et équilibré. Bon nombre d'entre eux l'ont qualifié de réalisation historique. Tout en préservant l'équilibre entre les États membres et entre les institutions, la Convention est parvenue à remodeler l'Union, en la rendant plus transparente et plus proche des citoyens, en définissant plus clairement les compétences, et en accroissant l'efficacité et le caractère démocratique du processus décisionnel. Tous les Conventionnels se sont félicités de ce que la méthode de la Convention a permis d'aboutir à un texte unique et sans options, et d'apporter des améliorations dans des domaines où les CIG successives n'y étaient pas parvenues. Les orateurs ont notamment applaudi aux résultats suivants: la suppression de la structure en piliers, l'attribution d'une personnalité juridique unique, l'intégration de la Charte, la simplification des instruments et des procédures, le renforcement notable du rôle respectif du Parlement européen et des parlements nationaux, l'extension de la prise de décision à la majorité qualifiée et le recours accru à la codécision pour légiférer, ainsi que la création de la fonction de Ministre des affaires étrangères de l'UE.
4. Les membres de la Convention ont demandé aux États membres de ne pas remettre en cause ce texte dans le cadre de la CIG, afin de ne pas mettre en péril le délicat équilibre auquel est parvenue la Convention.
5. En dépit de l'évaluation positive de l'ensemble des résultats obtenus, certains orateurs ont estimé que la Convention aurait dû restreindre encore la règle de l'unanimité, en particulier dans les domaines de la fiscalité et de la PESC, ou se sont déclarés déçus de l'absence de référence, dans la Partie I, aux services d'intérêt général. De l'avis d'autres orateurs, en revanche, la Convention est allée trop loin sur certaines questions, par exemple sur la coopération structurelle en matière de défense ou les échanges de services culturels, des réserves étant exprimées par ailleurs sur la définition de la majorité qualifiée.

Questions soulevées au cours des débats

6. Outre les points précités, un certain nombre d'autres questions ont été soulevées au cours des débats en plénière.

7. Certains conventionnels ont indiqué qu'une référence explicite à la chrétienté ou aux valeurs chrétiennes devrait figurer dans le Préambule. D'autres s'y sont opposés, faisant valoir que la formulation actuelle de l'"héritage religieux" était suffisante et qu'ils ne pourraient accepter de référence à aucune religion précise.
8. Pour certains, la "passerelle" vers la majorité qualifiée constitue une atteinte aux prérogatives des parlements nationaux, car le recours à ce mécanisme n'exigerait pas de ratification par les États membres. D'autres redoutent qu'il ne soit en fait jamais utilisé, et que le maintien du droit de veto pour les États membres ne réduise la capacité d'action réelle de l'Union. D'une manière générale, les conventionnels sont tombés d'accord sur l'utilité de cette disposition, la situation n'étant pas encore mûre pour permettre la suppression du droit de veto.
9. Concernant la Charte, une série de Conventionnels ont exprimé leur étonnement et leurs réserves à l'égard de la phrase concernant les Explications à la Charte que le Praesidium avait décidé d'insérer dans le Préambule de la Charte (au début de la Partie II). Le président du Groupe de travail II a toutefois défendu cette solution qu'il a qualifiée de compromis raisonnable, et qui ne reviendrait pas à conférer aux Explications en soi un statut juridique à part entière. D'autres conventionnels ont soutenu cette position en relevant qu'il s'agissait là d'un compromis dont au moins cinq États membres avaient besoin pour rendre possible la ratification de l'intégration de la Charte dans la Constitution, telle que proposée par le Praesidium. D'autres Conventionnels, enfin, ont observé que, même s'il s'agissait d'une concession très douloureuse, ils seraient disposés à accepter ce libellé dans le Préambule, si cela permettait l'intégration de la Charte, et qu'ils se seraient en revanche opposés à la rédaction d'un article de la Constitution visant les Explications.
10. Un certain nombre d'orateurs ont fait valoir que l'Union avait besoin d'une procédure de révision des traités plus légère, qui s'éloigne de la règle de l'unanimité et de la ratification au niveau national. Tout en soulignant le caractère sensible de cette question et la nécessité de préserver le rôle des parlements nationaux, le Président a indiqué que ce point pourrait être examiné plus avant dans le cadre de la Partie IV.

11. Le Président a enfin informé la Convention que son rapport au Conseil européen mentionnerait les points de désaccord qui auraient été exprimés de manière collective, ainsi qu'il en est du "Rapport de la minorité" établi par cinq membres de la Convention, dont il transmettrait le texte au président du Conseil européen.

Poursuite des travaux sur la Partie III et la Partie IV

12. Le Président a confirmé qu'il demanderait au Conseil européen de proroger le mandat de la Convention afin de lui permettre d'achever les travaux sur les Parties III et IV. Les membres de la Convention pourraient transmettre au Secrétariat, jusqu'au lundi 23 juin, 13h00, des propositions d'amendement sur ces parties. Sans préjuger des décisions du Conseil européen, le Président a annoncé que la tenue de sessions plénières de la Convention était envisagée pour le 4 juillet ainsi que pour les 9 et 10 juillet.
-

List of speakers following order of intervention.

Plenary meeting 11, 12 and 13 June 2003**LIST OF SPEAKERS****Wednesday 11 June**

1. Mr Andrew DUFF - European Parliament
2. Mr Elmar BROK - European Parliament
3. Mr Jens-Peter BONDE - European Parliament
4. Ms Hildegard PUWAK - Romania (Government)
5. Mr Michel BARNIER - Commission
6. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
7. Mr Jürgen MEYER - Germany (Parliament)
8. Mr Dick ROCHE - Ireland (Government)
9. Mr Antonio TAJANI - European Parliament
10. Mr Josep BORRELL FONTELLES - Spain (Parliament)
11. Ms Pascale ANDREANI - France (Government)
12. Ms Marietta GIANNAKOU - Greece (Parliament)
13. Mr Gijs de VRIES - Netherlands (Government)
14. Mr Hubert HAENEL - France (Parliament)
15. Mr Erwin TEUFEL - Germany (Parliament)
16. Mr Alain LAMASSOURE - European Parliament
17. Mr Proinsias de ROSSA - Ireland (Parliament)
18. Mr Pierre LEQUILLER - France (Parliament)
19. Mr Joschka FISCHER - Germany (Government)
20. Ms Lena HJELM-WALLÉN - Sweden (Government)
21. Mr Peter HAIN - United Kingdom (Government)
22. Mr Alojz PETERLE - Slovenia (Parliament)
23. Ms Ana PALACIO - Spain (Government)

24. Mr Iñigo MENDEZ DE VIGO - European Parliament
25. Ms Marietta GIANNAKOU - Greece (Parliament)
26. Mr Johannes VOGGENHUBER - European Parliament
27. Mr Jacques SANTER - Luxembourg (Government)
28. Mr Tunne KELAM - Estonia (Parliament)
29. Mr Georgios KATIFORIS - Greece (Government)
30. Mr Elmar BROK - European Parliament
31. Mr Michel BARNIER - Commission
32. Mr Paraskevas AVGERINOS - Greece (Parliament)
33. Mr Vytenis ANDRIUKAITIS - Lithuania (Parliament)
34. Mr Adrian SEVERIN - Romania (Parliament)
35. Ms Hanja MAIJ-WEGGEN - European Parliament
36. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
37. Mr Andrew DUFF - European Parliament
38. Mr Olivier DUHAMEL - European Parliament
39. Mr Peter HAIN - United Kingdom (Government)
40. Mr Jan ZAHRADIL - Czech Republic (Parliament)
41. Mr Valdo SPINI - Italy (Parliament)

42. Ms Cristiana MUSCARDINI - European Parliament
43. Mr Josep BORRELL FONTELLES - Spain (Parliament)
44. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
45. Mr Göran LENNMARKER - Sweden (Parliament)
46. Mr Panayotis DEMETRIOU - Cyprus (Parliament)
47. Ms Sylvia-Yvonne KAUFMANN - European Parliament
48. Mr Pierre LEQUILLER - France (Parliament)
49. Mr Ben FAYOT - Luxembourg (Parliament)
50. Mr Gijs de VRIES - Netherlands (Government)
51. Lord TOMLINSON - United Kingdom (Parliament)
52. Mr William ABITBOL - European Parliament
53. Ms Renée WAGENER - Luxembourg (Parliament)
54. Lord MACLENNAN OF ROGART - United Kingdom (Parliament)
55. Ms. Elena PACIOTTI - European Parliament
56. Mr Manfred DAMMEYER - (Committee of the Regions) Observer
57. Ms Claude DU GRANDRUT - (Committee of the Regions) Observer
58. Mr Elmar BROK - European Parliament
59. Mr Iñigo MENDEZ DE VIGO - European Parliament

Thursday 12 June

1. Mr Elmar BROK - European Parliament
2. Mr Andrew DUFF - European Parliament
3. Ms Marietta GIANNAKOU - Greece (Parliament)
4. Mr Johannes VOGGENHUBER - European Parliament
5. Mr Jens-Peter BONDE - European Parliament
6. Mr Antonio VITORINO - Commission
7. Ms Hildegard PUWAK - Romania (Government)
8. Mr Josep BORRELL FONTELLES - Spain (Parliament)
9. Mr Dick ROCHE - Ireland (Government)
10. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
11. Mr Peter SKAARUP - Denmark (Parliament)
12. Mr Joschka FISCHER - Germany (Government)
13. Mr Jan FIGEL - Slovakia (Parliament)
14. Mr Ben FAYOT - Luxembourg (Parliament)
15. Ms Sylvia-Yvonne KAUFMANN - European Parliament
16. Mr Peter HAIN - United Kingdom (Government)
17. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
18. Mr Jürgen MEYER - Germany (Parliament)
19. Mr Caspar EINEM - Austria (Parliament)
20. Mr Michel BARNIER - Commission
21. Mr Lamberto DINI - Italy (Parliament)
22. Ms Hanja MAIJ-WEGGEN - European Parliament
23. Mr Edmund WITTBRODT - Poland (Parliament)
24. Ms Lena HJELM-WALLÉN - Sweden (Government)
25. Mr Robert BADINTER - France (Parliament)

Friday 13 June

1. Mr Iñigo MENDEZ DE VIGO - European Parliament
 2. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
 3. Ms Ana PALACIO - Spain (Government)
 4. Mr Michel BARNIER - Commission
 5. Mr Henning CHRISTOPHERSEN - Denmark (Government)
 6. Ms Hildegard PUWAK - Romania (Government)
 7. Mr Elmar BROK - European Parliament
 8. Mr Alojz PETERLE - Slovenia (Parliament)
 9. Mr Andrew DUFF - European Parliament
 10. Mr Johannes VOGGENHUBER - European Parliament
 11. Ms Sylvia-Yvonne KAUFMANN - European Parliament
 12. Mr Gianfranco FINI - Italy (Government)
 13. Mr Josef ZIELENIEC - Czech Republic (Parliament)
 14. Mr Erwin TEUFEL - Germany (Parliament)
 15. Mr Jens-Peter BONDE - European Parliament
 16. Ms Anne VAN LANCKER - European Parliament
 17. Mr Olivier DUHAMEL - European Parliament
 18. Ms Danuta HÜBNER - Poland (Government)
 19. Mr Antonio VITORINO - Commission
 20. Mr Dominique de VILLEPIN - France (Government)
 21. Mr Péter BALAZS - Hungary (Government)
 22. Mr Gijs de VRIES - Netherlands (Government)
 23. Mr Joschka FISCHER - Germany (Government)
 24. Mr Louis MICHEL - Belgium (Government)
 25. Mr Rytis MARTIKONIS - Lithuania (Government)
 26. Ms Hanja MAIJ-WEGGEN - European Parliament
 27. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
 28. Mr Alain LAMASSOURE - European Parliament
 29. Mr Frans TIMMERMANS - Netherlands (Parliament)
 30. Mr Hannes FARNLEITNER - Austria (Government)
 31. Mr Göran LENNMARKER - Sweden (Parliament)
-